

Biographie du Président

Né le 31 Mai 1945 à Gagnoa (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire). Professeur d'Histoire-Géographie au Lycée Classique d'Abidjan. Chercheur à l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africaine (IHAAA). Secrétaire Général du Front Populaire Ivoirien FPI (1988-1996) - Président du FPI (1996-2000) - Député du FPI élu dans la circonscription de Ouragahio (1990-2000) - Président de la République (2000)



CURSUS

Il est une des figures de proue de l'opposition, auréolé du prestige d'avoir été le seul à affronter le Président Félix Houphouët-Boigny lors de la première élection présidentielle pluraliste en 1990.

1965 - 1973

Après un baccalauréat de philosophie au Lycée Classique d'Abidjan (1965), Laurent Gbagbo obtient en 1969 une licence d'histoire à l'Université d'Abidjan. Historien de formation, Laurent Gbagbo devient en 1970 professeur d'Histoire-Géographie au Lycée Classique d'Abidjan. Syndicaliste actif, il entre dans l'opposition clandestine avec Bernard Zadi Zaourou, alors enseignant à l'Université d'Abidjan. Le contenu de ses cours et son esprit insoumis dérangent. Très rapidement, Laurent Gbagbo se retrouve en prison aux camps militaires de Séguéla et de Bouaké de mars 1971 à janvier 1973.



1974 - 1981

A partir de 1974, il exerce comme chercheur au sein de l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africaine (IHAAA) de l'Université d'Abidjan et obtient parallèlement en 1979 un doctorat de troisième cycle de l'Université de Paris VII. Son sujet de thèse était intitulé "Les ressorts socio-économiques de la politique ivoirienne : 1940-1960". En 1979, il publie aux Editions CEDA une oeuvre épique retraçant l'épopée de Soundjata, roi du Mandingue (Soundjata, Lion du manding). Il publie également aux Editions CLE du Cameroun un essai intitulé "Réflexion sur la conférence de Brazzaville".

1982 - 1988 : l'exil

Devenu directeur de l'IHAAA en 1980, Laurent Gbagbo est, en tant que membre du Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (SYNARES), à la pointe des mouvements de grève qui touchent en 1982 le secteur de l'enseignement. Avec un groupe d'enseignants, il crée en 1982 dans la clandestinité l'embryon de ce qui deviendra le Front Populaire Ivoirien (FPI). Considéré comme principal responsable du "complot des enseignants" de 1982, il part en exil volontaire en France en vue de lutter contre "la dictature du PDCI" et prêcher le multipartisme. Il publie alors en 1983 aux Editions l'Harmattan un ouvrage intitulé "La Côte d'Ivoire pour une alternative démocratique", suivi en 1987 d'un ouvrage collectif présentant le FPI et son programme de gouvernement : "les propositions pour gouverner". Durant cette période d'exil, Laurent Gbagbo obtient le statut de réfugié politique et se lie d'amitié avec Guy Labertit, alors Secrétaire National chargé des Relations Internationales du Parti Socialiste Unifié (PSU) et animateur de la revue Libération Afrique. Ce dernier, qui héberge un temps Laurent Gbagbo, a l'occasion d'apprécier ses qualités humaines et ses dons artistiques, ayant même appris grâce à lui à jouer quelques accords de guitare. Ignoré du pouvoir socialiste français de l'époque qui est gêné par son discours anti-Houphouët, Laurent Gbagbo se rend en 1983 au Congrès du Parti Socialiste de Bourg en Bresse avec un badge de journaliste de la revue Libération Afrique. Sous le gouvernement de Jacques Chirac en 1986, il est l'objet de pressions policières (Renseignements Généraux) en vue de son retour en Côte d'Ivoire.



1990 - 1995

Ce retour n'interviendra qu'en 1988, à la suite de négociations avec Abdoulaye Diallo, l'homme des Affaires privées du Président Houphouët. Après avoir lancé de nombreuses invectives contre Gbagbo (l'accusant notamment d'être financé par une puissance étrangère), Houphouët expliquera son changement d'attitude par la formule suivante : " l'arbre ne se fâche pas contre l'oiseau ". Revenu au pays le 13 septembre 1988, Laurent Gbagbo organise les 19 et 20 novembre 1988 le congrès constitutif du FPI qui l'élit secrétaire général. Toujours clandestin, ce



parti se définit comme appartenant à la " gauche démocratique " et opte comme logo pour une rose qui a ses racines en Côte d'Ivoire - à l'instar du Parti Socialiste Français. Seul candidat à se présenter contre Houphouët, il obtient un score honorable (18,3 %) qui lui donne alors la stature de leader de l'opposition. Cette stratégie se révélera payante pour les législatives et les municipales puisque le FPI voit élire sous sa bannière neuf députés (dont lui-même élu dans la circonscription de Ourahia - département de Gagnoa) et six maires. Le PIT n'obtient pour sa part qu'un seul siège aux législatives (celui de son leader à Cocody).

A la suite du décès d'Houphouët en décembre 1993 et de l'accession d'Henri Konan Bédié à la Présidence de la République au titre de l'article 11 de la Constitution, Laurent Gbagbo demande une révision du code électoral pour les prochaines élections générales de 1995. Il est notamment partisan de la suppression du vote des étrangers soupçonnés de toujours choisir le camp du parti au pouvoir, le PDCI-RDA. Des négociations ont alors lieu avec le ministre d'Etat Timothée Ahoua N'Guetta qui aboutissent. Sur toutes les autres demandes d'amendements du code électoral (Commission électorale indépendante, vote à 18 ans, scrutin proportionnel aux législatives, bulletin unique, urne transparente etc...) le pouvoir PDCI demeure intransigeant.

Laurent Gbagbo est marié en secondes noces avec Simone Ehivet, qui joue également un rôle de premier plan au sein du FPI. Homme de meeting, la politique est son principal loisir. Ses derniers livres sont d'ailleurs politiques : Histoire d'un retour (1989), Agir pour les libertés (1991) et le temps de l'espoir (1995).

2000

M. Laurent Gbagbo est désigné candidat officiel du FPI à l'élection présidentielle d'Octobre 2000 en Côte d'Ivoire lors du 3ème Congrès Ordinaire du parti les 9,10 et 11 juillet 1999. Il l'emporte face au Général Robert Guéi le 22 octobre 2000.